

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, allées marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 23/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEMEX Granulats Sud-Ouest S.A.S.

3 RUE Paul Langevin
ENORAPARK – Bâtiment C – Étage 1
33 600 Pessac

Références : DREAL/UBD40-64/D2026
Code AIOT : 0005201605

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement CEMEX Granulats Sud-Ouest S.A.S. implanté Les Glés Neufs 40 300 Labatut. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 10 décembre 2025 s'inscrit dans l'action nationale sobriété hydrique de 2025 qui consiste à vérifier le respect des mesures de restrictions qui s'imposent à l'établissement, notamment :

- la réduction des prélèvements ou de sa consommation d'eau dans les délais imposés ;
- la conformité des volumes de réduction par rapport à ceux prescrits par arrêté ;
- le respect des critères d'exemption définis par l'arrêté ministériel ;
- la déclaration des diverses informations sur les volumes d'eaux prélevés et consommés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX Granulats Sud-Ouest S.A.S.
- Les Glés Neufs 40300 Labatut
- Code AIOT : 0005201605
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CEMEX exploite, sur le territoire de la commune de Labatut (40230) implanté « Les Glés Neufs », des installations de traitement, des graves alluvionnaires extraites sur les communes limitrophes. Elle valorise, par campagne, des retours de béton des centrales du groupe CEMEX.

Ces installations étaient initialement exploitées par la société BAUTIAA, autorisé par arrêté préfectoral n°518 du 3 août 1977.

Par arrêté préfectoral n° 652 du 26 novembre 1991, la société Sablières et Entreprises MORILLON CORVOL a été autorisée à exploiter les installations de la société BAUTIAA sises à LABATUT au lieu-dit « Les Glés Neufs ».

Par récépissé de déclaration du 10 mai 1999, la Société MORILLON CORVOL a été autorisée à exploiter l'installation de concassage-criblage de sable et graviers sur la commune de LABATUT au lieu dit « Les Glés Neufs ».

Par récépissé de déclaration du 11 juillet 2007, la société CEMEX Granulats Sud-Ouest a été autorisée à reprendre l'activité de la société MORILLON CORVOL sur le site de LABATUT au lieu dit « Les Glés Neufs ».

Les conditions d'exploitation ont été modifiées par arrêté complémentaire inter préfectoral DCPAT-BDLIT n°2022-183 du 4 juillet 2022, notamment pour ce qui concerne l'accueil des déchets inertes extérieurs, le prélèvement d'eau dans le milieu naturel et la surveillance des retombées de poussières.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Données de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sobriété Hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
2	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III	Sans objet
4	Point de contrôle GEREP	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
6	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
7	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a engagé des mesures de réduction de la consommation d'eau au travers d'un projet de réutilisation des eaux industrielles de la société voisine SERETRAM. Les objectifs de ce projet sont triples :

- Réduction de la tension sur la nappe alluviale et le débit du Gave de Pau par une baisse globale du prélèvement sur le bassin de vie ;
- Substitution d'un prélèvement en milieu naturel par une eau industrielle traitée ;
- Pérenniser le bassin receveur de l'exhaure des effluents du site SERETRAM pendant la période d'étiage du Gave.

Ce projet devrait faire l'objet d'un porter à connaissance pour modification des conditions d'exploiter.

Des fiches de procédure doivent être élaborées afin d'établir les actions à mener dans le cas d'une alerte sécheresse.

L'exploitant doit également justifier du relevé journalier du prélèvement d'eau et que le débit total de pompage est bien inférieur à 600 m³/jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sobriété Hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – Gestion de l'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; • limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; • respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; • gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ; • prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>Au titre de l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 juillet 2022, l'exploitant est autorisé à prélever 155 000 m³ par an dans le plan d'eau situé dans l'emprise du site.</p> <p>Vu la déclaration GEREP, l'inspection des installations classées constate que l'exploitant a déclaré avoir prélevé dans le plan d'eau pour l'année 2024 104 932 m³ : le prélèvement pour l'année 2024 est conforme à la prescription.</p> <p>L'exploitant a engagé des mesures de réduction de la consommation d'eau au travers d'un projet de réutilisation des eaux industrielles de la société voisine SERETRAM. Les objectifs de ce projet sont triples :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de la tension sur la nappe alluviale et le débit du Gave de Pau par une baisse globale du prélèvement sur le bassin de vie ; • Substitution d'un prélèvement en milieu naturel par une eau industrielle traitée ; • Pérenniser le bassin receveur de l'exhaure des effluents du site SERETRAM pendant la période d'étiage du Gave. <p>Ce projet fera alors l'objet du dépôt d'un porter à connaissance courant de l'année 2026.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – Connaissance des réseaux
Prescription contrôlée : II – Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. III – Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;• les secteurs collectés et les réseaux associés ;• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;• les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.
Constats : L'exploitant a présenté et transmis à l'inspection des installations classées le plan des réseaux détaillant notamment le schéma de circulation des eaux. Ce plan a été mis à jour en 2022 à l'occasion du dépôt du porter à connaissance demandant la modification des conditions d'exploiter les installations. L'arrêté préfectoral complémentaire du 4 juillet 2022 acte les modifications demandées. L'exploitant s'engage à mettre à jour le plan des réseaux lorsque le projet commun avec l'ICPE voisine de réutilisation des eaux industrielles pour le lavage des matériaux aboutira. Ce projet fera l'objet du dépôt d'un porter à connaissance courant de l'année 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Données de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – Indicateurs sur le volume de prélèvement
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose d'un compteur permettant le suivi des volumes prélevés dans le plan d'eau. Les données issues de ce dispositif sont relevées périodiquement et mises à disposition de l'inspection au travers d'un registre numérique. Au titre de l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 juillet 2022, le débit total de pompage ne doit pas excéder 600 m ³ /jour et 155 000 m ³ /an. Vu le registre de suivi des volumes prélevés dans le plan d'eau transmis par l'exploitant,

l'inspection des installations classées constate que le volume prélevé en 2024, égal à 104 932 m ³ , respecte la prescription.
Avec une consommation pour l'année 2024 égale à 104 932 m ³ , l'inspection constate que le débit total de pompage est supérieur à 100 m ³ /jour : le dispositif de prélèvement doit être relevé journalièrement. Le registre transmis ne permet pas à l'inspection de constater que le relevé est bien journalier.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier du respect : <ul style="list-style-type: none"> • Du rythme du relevé du dispositif de prélèvement qui doit être journalier ; • du débit total de pompage qui ne doit pas excéder 600 m³/jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Point de contrôle GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – GEREP
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] <ul style="list-style-type: none"> – les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ; [...]
Constats : Vu la déclaration GEREP, l'inspection des installations classées constate que l'exploitant a bien déclaré pour l'année 2024 les volumes d'eau prélevées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – Mesures de restrictions
Prescription contrôlée : I. – Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> – vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; – alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; – alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; – crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. III. – Les réductions mentionnées au I sont réalisées sur chacun des prélèvements concernés par un niveau de gravité. Elles sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de

gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.
Constats : L'exploitant n'a pas formalisé par une procédure écrite les règles de bon usage et d'économie d'eau. Il indique que cela est prévu dans le cadre du porter à connaissance relatif au projet de réutilisation des eaux industrielles de l'ICPE voisine.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant d'élaborer des fiches de procédure afin d'établir les actions à mener dans le cas d'une alerte sécheresse avec pour objectif le respect des prescriptions de l'article susvisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – Déclaration obligatoire
Prescription contrôlée : IV. – Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite conformément à l'arrêté (« GIDAF ») du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement. La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
Constats : Les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise n'ont pas été atteints en 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – Installations exemptées
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : – captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; – captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; – alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;

<ul style="list-style-type: none"> – transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; – production, distribution et cogénération d'électricité ; – production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; – production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; – collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; – nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas exempté de l'application de l'arrêté sécheresse au titre du 1° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>